



REBRANDING AFRICA FORUM

10^{ième} édition

RAPP  RT

Ensemble, construisons l'Afrique



Quel parcours! Quel chemin accompli! Quelle débauche d'énergie et de moyens! Que de temps consacré! Que de compétences promues, de jeunes chercheurs primés et aujourd'hui devenus des entrepreneurs confirmés! Que d'institutions mobilisées et fidélisées! Que d'obstacles surmontés! Mais aussi et surtout, que de joies éprouvées, dix années durant, jusqu'à ces 18 et 19 octobre 2024, journées au cours desquelles le **Rebranding Africa Forum (RAF)** a célébré son dixième anniversaire !





De l'audace, de la vision et une détermination inébranlable, voilà en effet ce qu'il aura fallu, il y a dix ans, pour que naisse le **Rebranding Africa Forum (RAF)**. Un pari loin d'être gagné d'avance, mais qui, à force de travail et de clairvoyance d'une équipe emmenée par son fondateur **Thierry Hot**, a fait du RAF un rendez-vous désormais incontournable pour penser et construire ensemble l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Dès ses débuts en effet, le RAF s'est donné pour ambition de rassembler au premier chef les compétences africaines les plus indiquées, pour qu'ensemble elles contribuent substantiellement au travail de réinvention et de renaissance en profondeur du continent.

Les thématiques choisies au fil des années en témoignent éloquentement. **L'émergence à quel prix?** (2014), **Investir en Afrique, entreprendre pour l'Afrique** (2015), **Relever le défi de l'industrialisation de l'Afrique** (2016), **Enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique** (2017), **Défis et opportunités de l'économie verte pour l'Afrique** (2018), **Enjeux socio-économiques de l'exploitation minière en Afrique** (2019), 2020 fut « une année blanche » en raison de la pandémie de covid-19. **Les opportunités de la révolution numérique pour l'Afrique** (2021), **Quelles stratégies d'attractivité pour les États africains?** (2022), et enfin **Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité: les chemins de l'inclusion financière** (2023).

Au fil de ces éditions, le RAF a ainsi progressivement effectué une afroscope radicale, sans concession ni faux-fuyant, et s'est par conséquent doté de la profondeur historique et de l'épaisseur analytique nécessaires pour nourrir, de manière pertinente, les réflexions et actions prospectives qui ont marqué cette dixième édition.

Après le temps de la rétrospective et du diagnostic, était ainsi venu celui de la thérapie et de l'endo-prospective, de la projection de soi par et pour soi-même, dans un futur possible et autant que possible choisi. Aussi l'afrothérapie envisagée au cours de la dixième édition du RAF se devait-elle d'être à la hauteur de la quête de liberté, d'émancipation et de dignité des peuples africains, et de prendre la mesure des déceptions, soumissions, divisions, échecs, abaissements et renoncements coupables qui jalonnent leur histoire. Elle se devait également d'adresser sans détour les questions et enjeux existentiels de l'Afrique d'aujourd'hui.

-  Comment libérer, diffuser et orienter les énergies positives du continent vers la réalisation de cet objectif qui, il y a soixante ans déjà, était au cœur de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine, le 25 mai 1963 à Addis-Abeba?
-  Comment surmonter les rivalités et conflits fratricides, l'afropessimisme ambiant et paralysant, pour reconstruire ensemble cette Afrique devenue au mieux « le continent de l'avenir », expression ambivalente qui en dit long sur la nature de son présent?
-  Quelles stratégies collectives adopter pour faire revivre cette Afrique qui, jadis riche de ses ressources, de sa puissance économique et politique, fut le berceau de civilisations rayonnantes, le creuset de savoirs et savoir-faire primordiaux à travers lesquels elle a, des siècles durant, éclairé l'humanité de ses lumières culturelles, scientifiques et techniques?
-  Comment construire cette Afrique que nous voulons (Agenda 2063 de l'UA), une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, leur garantissant à tous l'accès aux soins de santé, aux services sociaux de base, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale?

Plus profondément, comment faire en sorte que les peuples africains s'approprient collectivement cette ambition, en fassent un rêve mobilisateur au présent, pour la réalisation duquel ils sont prêts à assumer les sacrifices nécessaires, à mener ensemble et jusqu'au bout les combats auxquels ils seront confrontés?

Telle est la question centrale et directrice qui a animé la dixième édition du **Rebranding Africa Forum**. L'enjeu n'était toutefois pas de restaurer à l'identique un passé glorieux et révolu, mais d'y puiser la confiance en soi, la motivation et l'inspiration nécessaires pour le réinventer et le reconstruire collectivement, patiemment, méthodiquement, à la lumière des réalités, atouts et défis actuels du continent.

C'est dans cette optique que sept axes concrets de réflexion, d'actions et de projections ou sept chantiers à explorer collectivement, ont été retenus pour les sept panels de cette édition-anniversaire du RAF. Construire l'Afrique ensemble – L'Afrique que nous voulons (1), Les défis de la zone de libre-échange Continentale Africaine (Zlecaf) (2), Investir dans le capital humain et l'intelligence artificielle (3), Financer et interconnecter l'Afrique (4), Culture, sport et soft power (5), L'avenir de la démocratie en Afrique (6), Agribusiness et chaîne de valeurs (7).

Chacun de ces panels a mis en exergue un certain nombre de faits ou constats et de problèmes à partir desquels ont été dégagées des pistes d'action et de réflexion, ou encore des recommandations. Le présent Rapport en restitue l'essentiel, autant que la substance des deux Hard Talk qui ont ponctué cette dixième édition, le premier avec **Son Excellence Madame Judith Suminwa Tuluka**, Première Ministre de **République Démocratique du Congo**, pays invité d'honneur pour ce RAF exceptionnel, et le second avec **Sa Majesté Mouhammad-Nabil Mforifoum Mbombo Njoya**, Sultan-Roi des Bamouns (**Cameroun**).

Après le discours d'ouverture de **Thierry Hot**, fondateur du **RAF**, une série de discours introductifs ont marqué le début de la dixième édition du RAF. L'on notera ceux du **Dr Edoh Kossi Amenounve**, Directeur général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (**BRVM**), de **Mr. Ngueto Tiraina Yambaye**, Directeur général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (**Fagace**), de **Mr. Jean Van Wetter**, Directeur Général de l'Agence Belge de Développement (**Enabel**) et enfin celui de **S.E. André Flahaut**, Ministre d'État (**Belgique**). Puis l'on en est venu au premier Hard Talk de la journée.

Hard Talk

Son excellence Mme Judith Suminwa Tuluka, Première Ministre de République Démocratique du Congo, avec M. Thierry Hot, fondateur du Rebranding Africa Forum

Au cours de cet entretien ouvert et franc, madame la Première Ministre a livré de nombreuses informations quant aux actions de son gouvernement, mais aussi et surtout quant aux perspectives politiques et économiques de son pays, telles que définies par le chef de l'État Felix Tshisekedi. Nous reprenons ici 8 points clés du propos de la Première Ministre, qui ont résolument donné le ton volontariste et innovateur de cette dixième édition.

1. La première priorité du gouvernement congolais aujourd'hui est d'**assurer la diversification de l'économie**, car les minerais dont nous disposons sont des ressources épuisables.

2. On a besoin de stabilité macroéconomique ; de **consolider et améliorer les 4.7% de croissance économique**, et d'**assurer un meilleur équilibre de la balance commerciale**. Cela signifie donc qu'il faut **produire, transformer et consommer local**, avec un grand marché local 100 millions d'habitants.

3. On a lancé **de grands projets** de batteries électriques **pour la transition, l'agro-industrie, et les infrastructures**, sinon l'émergence ne sera pas possible.

4. **Il nous faut mieux gérer nos ressources naturelles et financières, pour qu'elles profitent d'abord aux Congolais**. Une loi pour combattre la fuite des capitaux et le financement du terrorisme a été adoptée à cet effet. D'autre part, nous avons un processus concernant la responsabilité sociale des entreprises qui s'implantent en RDC: il vise à mettre une quotité des profits au service du développement des populations locales. Nous avons également renégocié les contrats avec des entreprises chinoises pour récupérer au moins 7 milliards de dollars qui vont être réinjectés dans les infrastructures et le développement du pays.

5. Le gouvernement a **mis en place de nombreux incitants fiscaux** et fait une batterie de réformes **pour attirer les investisseurs**. Il est également occupé à améliorer le climat des affaires; le code des investissements contient des facilités à cet effet, pour sécuriser les investissements et stimuler les partenariats publics-privés. Le gouvernement octroie également des exonérations fiscales et douanières contre création d'emplois.

Enfin, six (6) zones économiques spéciales ont été créées en RDC avec autant d'incitants fiscaux. Les investisseurs présents ici doivent donc venir maintenant en RDC, sinon d'autres prendront vos places. La RDC a par exemple un déficit énergétique de 2000 MGW. Comme ce dernier, nos nombreux défis constituent autant d'opportunités.

6. La **lutte contre la corruption**, avec plus de digitalisation, moins de contacts humains, l'automatisation, le guichet unique pour l'octroi de permis de bâtir, etc. constitue également l'un des chantiers prioritaires du gouvernement.

7. Le conflit à l'est de la RDC est plutôt une guerre économique pour piller nos minerais ; **nous devons protéger nos ressources**. C'est pourquoi nous sommes membres de l'initiative pour la transparence dans les mines; nous sommes bien cotés en 2023; bien cotés aussi pour la protection des forêts. La RDC est aujourd'hui considérée comme un pays-solution.

8. Enfin, nous sommes occupés à **améliorer les transports pour faciliter l'acheminement de la production en milieu rural**, couvrir le pays et améliorer les échanges tant internes qu'avec les voisins, dans le sillage de mise en œuvre de la Zlecaf. Le président parle de **la revanche du sol sur le sous-sol**, on y est engagé.

PANEL 1 : Construire l'Afrique ensemble - L'Afrique que nous voulons



Le premier panel qui a suivi ce **Hard Talk** introductif a véritablement marqué l'entrée du RAF dans le vif du sujet de cette dixième édition du Raf, la co-construction de cette Afrique nouvelle à laquelle nous aspirons. **Serge Ekue**, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (**BOAD**), **Dr Sidi Ould Tah** Président de Banque arabe pour le développement économique en Afrique (**BADEA**) (et Président de la **BAD** depuis le 29 mai 2025), **Dr. Diene Keita**, Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies / Directrice Exécutive Adjointe de l'**UNFPA**, **Damtien Tchintchibidja**, Vice-Présidente de la Commission de la **CEDEAO** et **Louis Watum Kabamba**, Ministre de l'industrie et des PME (**RDC**) ont brillamment enrichi ce panel de leurs éclairages, sous la conduite de la modératrice Anne-Marie Dias Borges. Les lignes qui suivent restituent les points forts et idées clés de ce panel.

1. La première ressource de développement de l'Afrique est son capital humain, et plus particulièrement sa jeunesse. **D'ici 2050 un terrien sur quatre sera africain, et un sur trois à l'horizon 2100. Il faut mettre en place des stratégies appropriées et concertées pour tirer le maximum de cette ressource humaine incomparable.** Il faut prioritairement travailler à l'obtention des données pour planifier ces stratégies.

2. Il faut **prendre la mesure du rôle pluriel que peuvent jouer les industries extractives dans le développement de l'Afrique, de manière à les développer et à les gérer en conséquence.** Les chiffres de la RDC par exemple, pour ne citer que ce pays, donnent le vertige, en raison d'une dotation minérale inégalée sur terre. Les mines apportent les infrastructures, l'agro-industrie et le développement suivent. Pourvu que chacun, pouvoirs publics et privés, joue pleinement sa partition.

3. **L'Afrique doit continuer d'augmenter sa croissance économique pour se développer et peser dans les décisions économiques et commerciales dans le monde.** Aujourd'hui l'Afrique c'est 1% du PIB mondial, 2,5% du commercial mondial, on ne peut nous prendre au sérieux. 3,5% de croissance c'est insuffisant, on doit viser 5 ou 6%, mais tenir également compte de la croissance démographique qui endigue cette croissance économique.

4. **Le monde est en sur-épargne.** Il nous faut faire comprendre au monde que **le moteur de la croissance est en Afrique** et pas ailleurs, en Chine ...

5. **L'Afrique doit développer l'agribusiness.** Tout pousse chez nous ; l'eau est à 3 mètres, même à Niamey; les fraises du Burkina sont plus délicieuses; **on a la capacité d'assurer notre sécurité alimentaire, de résister, en investissant et en transformant.**

6. Nos pays doivent **investir dans les infrastructures routières et communicationnelles.** Pour ce faire, 200 milliards par an sont nécessaires. **Il y a un gap de 100 à 150 milliards à trouver.**

7. Le financement du développement ne marche pas depuis 60 ans. Aucune institution de Bretton Woods n'y est parvenue. Des banques africaines travaillent à **repenser le mode de financement du développement en Afrique**, à l'instar de la BOAD dont la stratégie s'articule autour de quatre axes: les infrastructures, les PME, la transformation et le commerce.

8. **Il est nécessaire de créer un marché intégré, dans l'optique envisagée par la Zlecaf.** Il faut en outre exporter des matières finies et non premières, pour créer les emplois sur place, développer des chaînes de valeurs locales, en plus des infrastructures. **Le développement du commerce intrafricain contribuera à diminuer les importations de pays tiers.**

9. Pour ce faire, **il faut notamment développer et accompagner les PME, qui représentent plus de 90% dans les économies africaines.** Il faut à l'Afrique 4 trilliards de dollars pour atteindre les ODR. Il nous faut donc trouver les moyens de financer les startups des jeunes ; 80% de jeunes veulent créer leurs propres entreprises. Il faut trouver des moyens pour les lancer; beaucoup de jeunes en Afrique sont très entreprenants; il faut les accompagner, car l'État ne peut seul employer ces nombreux jeunes.

10. **Il faut changer de paradigme dans la formation et l'accompagnement des jeunes.** On a hérité d'un système mauvais / élitiste qui crée des demandeurs et non des créateurs d'emplois. Il faut y remédier, renverser complètement ce système **pour répondre aux aspirations des jeunes et aux défis de notre temps.**

11. Il nous faut à cet effet **créer un Pacte pour les générations futures.** L'Afrique ne doit plus crier sur les toits qu'elle n'a pas d'argent. Nous devons affirmer que nous en avons mais que nous en voulons plus pour assurer l'avenir de nos enfants. Chacun doit pour cela jouer sa partition; les entrepreneurs doivent se doter de l'éducation financière nécessaire. Nous devons tous changer de mindset, nos dirigeants en premier. **La volonté et la détermination sont parfois plus nécessaires que les capitaux, elles y conduisent.**

12. Il importe de **faire de l'Afrique une région pacifiée, stable, au développement partagé entre tous, où il y a libre circulation des citoyens.** Cette vision garantit le bien-être de nos populations. Malgré les moments difficiles actuels, on doit rester optimiste et **continuer d'investir dans la jeunesse, ces leaders de demain, qui peuvent devenir une bombe à retardement si on n'en prend pas soin.**

13. **Le 1er levier à actionner à cet effet est la bonne gouvernance, appuyée sur un capital humain approprié,** des personnes et institutions sérieuses. Il faut penser à l'héritage qu'on laisse, faire le mieux que l'on peut.

14. **Les dirigeants africains doivent lutter contre la corruption,** ce cancer ultime qui annule tous les efforts que nous faisons, et pousse nos jeunes vers un exil souvent mortel, ou les force à aller faire rayonner d'autres économies hors du continent.

15. **Le fait que les infrastructures soient essentiellement financées par les États est une erreur.** Ce sont des actifs qui valent zéro, financés sur prêt extérieur et remboursés sur ressources intérieures, engendrant un endettement long, d'où la dette astronomique de nos États (58,8% - 64% d'endettement de l'Afrique).

16. **Il nous faut par conséquent travailler sur des chemins déconsolidant, pour soulager le budget et désamorcer la dette.** Il faut pour cela convaincre les grands investisseurs de venir investir chez nous: ce n'est pas de la mendicité, on fait des affaires. On n'est plus dans le modèle de la main qui donne se trouvant au-dessus et celle qui reçoit en dessous.

17. **Aucune institution, aucun pays, n'a le monopole des solutions. L'Afrique doit travailler ensemble pour s'en sortir,** puiser dans ses racines profondes pour que ses branches poussent jusqu'aux cimes auxquelles elle aspire.

PANEL 2 : Les défis de la zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF)



Dans la foulée du premier, et sous la conduite de la modératrice Bridget Uzezi Ugwe, le deuxième panel a également réuni les personnalités parmi les plus indiquées, notamment : **Wamkele Mene**, Secrétaire Général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), **Georges Rebelo Chikoti**, Secrétaire Général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), **Dr George Agyekum Donkor**, Président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), **Julien Paluku**, Ministre du Commerce Extérieur de la RDC et **Mbogo Ngabo Seli**, Commissaire en charge du Département du Marché Commun à la Commission de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Elles ont planché sur les défis de la Zlecaf dont les lignes ci-après reprennent les éléments clés.

1. **Chaque État et chaque région doivent poursuivre le travail nécessaire pour lever les goulots d'étranglement (administratifs, fiscaux, commerciaux, douaniers, procéduriers, etc.) qui empêchent ou freinent les échanges entre pays africains.** Les défis sont multiples à cet égard, mais il faut s'y atteler, multiplier les lieux de dialogue et de communication entre les parties prenantes, et faire ainsi quotidiennement des pas vers l'harmonisation et le remplissage des critères de convergence à tous les niveaux possibles.
2. **L'Afrique doit tropicaliser les procédures**, et ne pas vouloir imiter des pays qui ont une expérience séculaire et ont réussi à force de tâtonnements et d'adaptations. **Les banques doivent tenir compte de nos réalités** pour y parvenir, pour que la Zlecaf soit une réussite.
3. **L'Union africaine deviendra un jour une union monétaire, comme l'Union européenne. En attendant de relever le défi des critères de convergence macroéconomique pour y parvenir, développons autant que possible l'utilisation des technologies numériques pour commercer et stimuler les flux financiers instantanés.** D'autres outils contribueront à éliminer les obstacles aux échanges interafricains. Le boom des technologies numériques était inimaginable il y a seulement quelques années. Chacun des défis africains est aussi une opportunité.

4. Il faut de la volonté politique pour impulser les dynamiques et synergies requises à tous les niveaux et dans tous les domaines pertinents, pour que la Zlecaf deviennent vraiment une réalité et permettent à l'Afrique de réaliser son vœu d'émancipation économique et politique. Aujourd'hui, la Zlecaf c'est à peine 18% des flux commerciaux, avec de grosses disparités selon les régions. Au niveau de la Cemac par exemple, le commerce interne pèse moins de 3%. Si six pays ne parviennent pas à créer un marché unique et à instaurer la libre circulation, comment cela sera-t-il possible pour 50 pays ?

5. Chaque Communauté Économique Régionale doit avancer à son niveau, stimuler une meilleure collaboration entre les États membres pour avancer ensemble vers la pleine réalisation de la Zlecaf, qui se veut davantage un marché commun permettant la libre circulation des marchandises.

6. Les États africains doivent trouver les voies et moyens concertés pour relever à moindre coût l'immense défi des infrastructures dont le déficit endigue la marche vers la Zlecaf.

7. Il faut éviter le piège de la précipitation dans la marche vers l'effectivité de la Zlecaf. L'Union européenne (UE) a commencé en 1955; les États fondateurs ont d'abord choisi des secteurs, ils ont commencé par la CEE avant d'en arriver à l'UE, au bout de 36 ans. Ils ont progressivement relevé les défis et franchi des pas, pour en être aujourd'hui à leur 69^e année. Nous devons donc absolument éviter la précipitation, c'est un piège mortel. **Le SG de la Zlecaf a indiqué un chronogramme de 10 ans qui va dans le bon sens, pour autant qu'il reste indicatif et flexible.** Il faut donc certes appuyer sur l'accélérateur du marché unique pour ne pas rester en marge des échanges mondiaux et tirer ainsi profit de notre démographie, mais avec la modération et le timing appropriés.

8. Il faut mener une campagne de sensibilisation et d'explication centrée sur les enjeux de la Zlecaf auprès de toutes les parties prenantes, pour qu'elles s'approprient ce projet. La Zlecaf reste pour l'instant trop politique, il faut impliquer tous les acteurs potentiels dans la réflexion et la réalisation de ses objectifs. C'est à ce prix qu'elle ne sera plus perçue par certains acteurs comme une menace, mais plutôt comme une incitation à développer son secteur productif pour commercer avec les voisins.

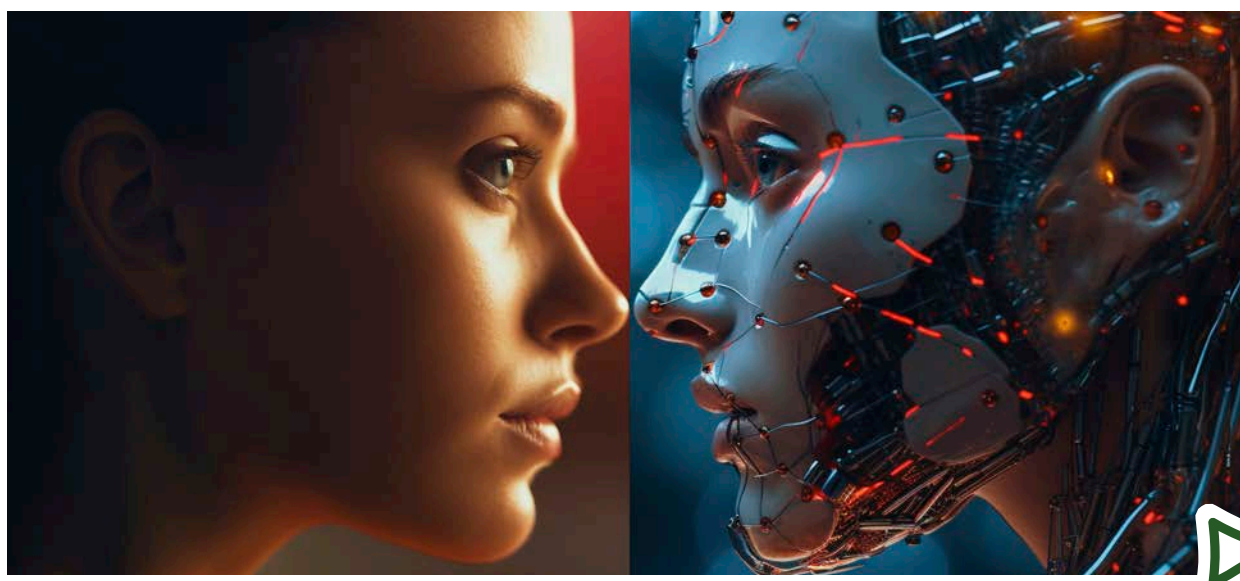
9. Il existe certes des intérêts divergents entre pays à niveaux de développement différents. Mais ce défi peut être une opportunité. Il s'agit pour les uns de chercher à investir dans les économies plus développées, plus avoir de plus grandes opportunités. Et grand ou petit pays, l'enjeu est de se spécialiser et d'exporter, donc de tirer un avantage comparatif des échanges.

10. Les États africains doivent protéger leur marché intérieur. Il s'agit de prendre les mesures appropriées pour éviter que des produits importés de pays tiers soient réétiquetés produits locaux. C'est tout le défi des systèmes de contrôle.

11. La libre circulation est un catalyseur du commerce. L'énorme fragmentation du continent ne nous mènera nulle part. Il faut se serrer les coudes et avancer dans la même direction.

12. Des efforts conséquents doivent être consentis pour lutter efficacement contre la corruption, qui peut signer l'arrêt de mort de toutes nos initiatives ou aspirations.

PANEL 3 : Investir dans le capital humain et l'intelligence artificielle



Afin de plancher sur les investissements nécessaires dans le capital humain et l'intelligence artificielle en Afrique, le RAF a notamment convié à ce panel **Jacques Bonjawo**, Président de l'**Association Africaine pour l'intelligence artificielle éthique**, **Emilienne Evangeline Biboum**, Directrice Générale des Ressources Humaines **MTN-Cameroun**, **Moise Convolbo**, Senior Data Manager - **LVMH**, et **Dative Uwimana**, Fondatrice de **IKAZE Ventures**, sous la modération de Didier Acouetey. Nous présentons ci-après les principales idées clés de ce panel assez animé et instructif.

1. Il est primordial d'**examiner en profondeur la question de la place de l'Afrique dans le développement de l'Intelligence Artificielle (IA) et inversement**, celle de l'IA dans le développement de l'Afrique.
2. **À défaut de pouvoir se passer de l'IA, l'Afrique doit pouvoir l'apprivoiser, se doter des moyens pour y parvenir**, à commencer par une vision concertée et des moyens humains et institutionnels pour la promouvoir et l'implémenter. Certains pays en donnent l'exemple avec des ministères d'État chargés du développement de l'intelligence artificielle. Il faut travailler à cet effet avec toutes les parties prenantes, publiques et privées.
3. Il faut **sensibiliser les populations aux enjeux de l'IA**, pour exorciser les peurs fondées ou imaginaires qu'elle suscite, et **permettre au plus grand nombre de se l'approprier**. Rien ne remplace le contact humain dans la culture africaine. Beaucoup ont toujours besoin de rencontrer les gens ; l'IA ne fera pas disparaître tous les emplois pour nos jeunes qui se forment actuellement. Ils sont les bienvenus en Afrique, car avec l'IA on est dans une dynamique classique de disparition-crédation d'emplois. Elle fait disparaître certains emplois et en crée d'autres.
4. **Une fois adoptée l'IA**, et déjà aujourd'hui, **l'un des défis majeurs de l'Afrique est d'en combattre les dérives et les usages nocifs**.
5. **Le plus grand défi de l'Afrique aujourd'hui par rapport à l'IA** concerne précisément ses fondamentaux que sont les données, qui permettent de développer des algorithmes. L'Afrique est aujourd'hui relativement absente au départ et à l'arrivée, au banquet des fruits de l'IA.
60% des données de CHAT GPT par exemple viennent des USA, 2% seulement d'Afrique. Il y a là un cruel déficit de données qui fait que l'Afrique soit absente des tables de discussion sur l'IA. Si cela persiste l'écart se creusera davantage, y compris sur le plan économique.

6. Pour exister dans la guerre des data et pouvoir y jouer sa partition de manière relativement autonome, **l'Afrique doit construire ses data centers, se doter d'infrastructures numériques à la mesure des défis que lui posent aujourd'hui l'IA.** Les diasporas ont leur partition à jouer à cet égard, à plus d'un titre, scientifique, technique, économique et financier, etc.

7. **L'Afrique doit sérieusement envisager la souveraineté numérique et de manière tout à fait propre.** Il ne faut pas simplement avoir nos données sur le territoire; il faut pouvoir les régénérer et sécuriser nos données personnelles.

8. **Le défi est celui de la mise à jour des compétences intellectuelles, cognitives, un challenge permanent car chaque nouvelle évolution rend obsolètes les précédentes.** On sait tout ce qu'il faut faire, la véritable question c'est passer à l'action. Il faut mettre en place des incubateurs, accompagner les jeunes chercheurs et entrepreneurs. L'on doit parvenir à créer un cercle vertueux Compétence-IA-Compétence. **85% des emplois à venir ne sont pas actuellement à l'agenda des formations.**

9. **Il faut combler le Gap entre offres en formation et besoins en entreprises. Le Partenariat Public Privé (PPP) peut être une solution.** Parfois il y a une difficulté aussi chez les collaborateurs pour effectuer les mutations requises... Les PPP se développent (des digital skills centers existent; des jeunes sont recrutés à Google à partir de l'Afrique) mais cela reste insuffisant.

Les exigences de RSE (Responsabilité sociale des entreprises) concernent aussi la formation de jeunes, la formation professionnelle. Il est à cet égard urgent de revoir les programmes de formation et d'équiper les enseignants en matériel didactique ou de formation nécessaire.

10. Mais au préalable, il nous faut **régler la question de la fracture numérique et de l'énergie. Sans ces deux préalables, l'Afrique n'ira pas bien loin dans l'IA,** et pas seulement. Il est temps et urgent de s'y mettre.

11. **L'Afrique doit s'efforcer de faire coïncider boom démographique et boom technologique pour booster son développement,** comme en chine, en Inde, etc.

12. Il faut enfin sérieusement adresser la question centrale du financement et de l'accès au financement, sous l'impulsion des autorités publiques; car **le développement de l'IA et celui de l'Afrique vont de pair.**



Hard Talk

L'avenir de l'Afrique entre tradition et modernité

Le troisième panel a été suivi du second **Hard Talk** de la journée. Le RAF, à travers son interlocutrice pour la circonstance Léocadie Ebakissé, a ainsi eu l'honneur d'accueillir le 20^e roi de la dynastie Njoya qui remonte à 1394, **Sa Majesté Mouhammad-Nabil Mforifoum Mbombo Njoya**, Sultan Roi des Bamouns au **Cameroun**. Il s'est livré à un entretien franc et assez ouvert, au cours duquel il a décliné sa vision de l'Afrique, sa conception de la tradition ou des traditions africaines, de la modernité, ainsi que les enjeux et modalités d'une articulation appropriée entre tradition et modernité pour un authentique développement de l'Afrique. Les lignes qui suivent en restituent les principaux points.

1. Le roi en Afrique aujourd'hui a aussi une mission de protection et surtout de projection (donner une vision) à son peuple. C'est dans cette optique qu'en accord avec les autorités gouvernementales du Cameroun, il a doté le peuple Bamoun d'un document de stratégie de développement à l'horizon 2035.
2. « Bien qu'étant gardien des traditions africaines, je ne remets pas en question la modernité. »
3. La modernité est un droit fondamental de toute l'humanité, elle n'est pas une propriété exclusive d'une aire géographique particulière.
4. L'Afrique n'a rien à envier à la modernité occidentale. L'Afrique doit être capable de créer ses valeurs, sa propre modernité, pour se développer.
5. L'Afrique doit refuser de comparaître devant le tribunal de la raison des autres érigée en raison universelle.
6. Nous devons éviter que nos problèmes soient posés dans les termes de la réalité des autres. Les modèles étrangers se sont imposés à nous et ont créé des ruptures dans l'évolution de nos sociétés. On nous apprend à connaître les autres, et pas à nous connaître nous-mêmes.
7. Notre être, notre essence manque à notre conception du développement. Nous avons perdu la possibilité de nous reconnecter à nos valeurs. Il nous faut développer à ce propos le dialogue intergénérationnel.
8. On n'émerge pas parce qu'on s'éloigne de nos valeurs, de nos racines. **Il faut Rebrandir l'Afrique à partir de ses valeurs !**
9. Pour ce faire, l'Afrique a aussi besoin de la diaspora et à la manière africaine.
10. Le Royaume bamoun fait figure de modèle pour permettre à l'Afrique d'expérimenter la mise en œuvre de nos valeurs. Il est constitué d'un peuple qui a une langue, une écriture, des valeurs, un territoire, qui a pu résister à la modernité occidentale, des valeurs de base pour le développement. Le Royaume bamoun est en outre doté d'un système de justice qui peut remettre en question les actions du roi. La démocratie existe depuis longtemps dans le Royaume bamoun où prévalent entre autres les valeurs de reconnaissance et de mérite.
11. Enfin, l'agribusiness très important pour le développement de l'Afrique. « C'est ce que je propose pour le développement de l'Afrique. »

PANEL 4 : Financer et interconnecter l'Afrique



Sous la modération d'Anne-Marie Dias Borges, le quatrième panel qui a suivi a notamment réuni **Ama Okyere**, Conseiller spécial du Président d'**Afreximbank**, **Jacques Jonathan Nyemb**, Président de **The Okwelians**, et **Myriam Ferran**, DGA de Partenariats Internationaux, à la **Commission Européenne**. Les échanges riches et documentés entre les participants ont permis de faire des constats pertinents et de dégager les idées forces suivantes.

1. **L'Afrique doit développer l'industrialisation et l'exportation des produits transformés localement.**
2. Il faut pour cela 3 milliards de dollars directs **pour développer les infrastructures, le transport, l'énergie, la logistique, etc.** dans différents pays africains, selon leurs défis spécifiques. **Il faut également améliorer l'accès aux financements locaux** à cet effet.
3. Les dirigeants doivent résoudre un paradoxe fort problématique: les banques sont en surliquidité, les investisseurs étrangers souhaitent investir en Afrique, mais les PME et l'économie réelle de manière générale souffrent d'un cruel déficit de financement. **Il y a là un triple défi: mieux capter l'épargne locale, créer la confiance et créer un cadre incitatif chez les banques, les fonds de pension, etc.**
4. **Il manque des marchés financiers locaux.** On peut déjà **les structurer autour des matières premières.** Et l'on peut y investir à travers des obligations axées sur des secteurs ou projets spécifiques
5. **Il faut viser de nouveaux outils de refinancement**, des banques internationales, entre autres.
6. **L'Afrique doit également** (pas seulement) s'appuyer sur des partenariats extérieurs, **capter les financements étrangers**, comme de ceux de l'UE par exemple, pour soutenir des projets viables, en partenariat avec les gouvernements, les secteurs privés africain et européen.
À titre d'exemple, lors du dernier sommet UE-UA, a été signé un accord de 150 milliards d'euros relatif au financement de la connectivité en Afrique, pour faire face aux nombreux défis présents et à venir.
7. **Il faut à l'Afrique une vision globale de la connectivité.** Elle implique de nombreux autres facteurs connexes, en priorité le capital humain. Depuis 2 ans plus de 100 projets clés ont été développés à cet effet.
8. **Il importe de désenclaver des pays qui n'ont pas accès à la mer.** Douze (12) corridors stratégiques ont été identifiés en Afrique, que l'on va développer grâce à ces fonds. Il y a également la réhabilitation de nombreuses routes et chemins de fer à entreprendre.
9. Nous devons d'autre part **intégrer des objectifs en termes de réduction de la pollution et de durabilité.**

10. Outre la Connectivité physique, la formation des enseignants, le commerce et un financement adéquat des PME aideront également à améliorer les échanges.

11. **L'objectif global doit être de fluidifier les échanges, de diminuer pour ce faire le coût des transports et favoriser un développement soutenable en réduisant la pauvreté à travers l'amélioration du capital humain et le financement des PME.** Il faut pour cela se pencher sur la bancabilité des projets et les études de faisabilité, le financement de l'expertise technique pour monter de bons PPP. Il importe à cet égard que les États disposent des compétences requises ou de l'ingénierie nécessaire, pour avoir une meilleure capacité de négociation. La BAD a mis en place des facilités sur ce point; elles sont peut-être insuffisantes. Les collectivités territoriales peuvent aussi en bénéficier.

12. Il faut **mettre en place des mécanismes de Suivi-évaluation des PPP pour avoir des résultats probants**, aboutir aux résultats escomptés. Cela suppose une bonne gouvernance, de la transparence, de la redevabilité, des audits réguliers et **in fine** la bonne expertise requise pour assurer ce suivi.

13. Il faut une confiance entre banques, intermédiaires privés et pouvoirs publics. Le marché africain est énorme, il faut savoir et pouvoir en profiter...

14. Le caractère très fragmenté de la réglementation et des systèmes rend les initiatives coûteuses à mettre en place, lourdes, pesantes. **Il faut mettre en place des normes communes pour faciliter l'appui bancaire nécessaire aux infrastructures.**

15. Il faut mettre en place des cadres incitatifs et rassurants pour les investisseurs; des cadres offrant le maximum de solution, tout en ménageant la flexibilité et les espaces alternatifs requis.

16. Il est nécessaire de **prendre en compte la spécificité des PME notamment dans le secteur informel qui pèse bien souvent de 75 % à 90% dans l'économie de certains pays africains.** Comment fait-on par exemple pour financer la petite commerçante du marché (Bayam salam), qui n'est pas éligible aux crédits classiques? Quelles sont les pistes?

17. **L'avenir des PME informelles repose beaucoup sur les institutions de microfinances.** Les fintechs vont apporter des solutions à ces PME, des micro-assurances ou micro-garanties. Il y a également des Banques informelles (Finabanques - Finabank sur Internet), ou encore les tontines. Il faut en outre travailler à voir comment accélérer les acteurs économiques qui bénéficient déjà de soutiens informels afin qu'ils puissent passer à une étape supérieure: **c'est l'État qui doit apporter les garanties et le capital-risque pour faciliter ce passage ... vers le formel.**



PANEL 5 : Culture, sport et soft power



Le cinquième panel consacré à la culture et au sport a réuni des personnalités et autorités issues de ces deux domaines, **Patrick Muyaya Katembwe**, Ministre de la Communication et Médias, Porte-parole du Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC), **Salif Traoré**, Président de la **Fondation Magic System**, **Dr Hugues Fabrice Zango**, Champion du Monde & Détenteur du Record du Monde en Salle du Triple Saut, **Louissette-Renée Thobi**, Secrétaire Générale de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la francophonie (**CONFESJES**), **Seidik Abba**, Président du Centre International de Réflexions et d'Etudes sur le Sahel (**CIRES**), avec comme modératrice, Léocadie Ebakissé. Les points suivants ont marqué ce cinquième panel.

1. **Le Soft Power doit être compris comme l'influence par d'autres voies moins formelles, en l'occurrence la culture et le sport.**
2. Pour ce faire, **il faut changer le narratif sur l'Afrique**. Nous avons tendance à mal nous raconter, à ne diffuser que les mauvaises nouvelles sur le continent. Cela doit changer.
3. Pour bien se raconter, susciter l'intérêt et par ce biais l'influence, il faut commencer par bien se connaître de l'intérieur, par bien ranger sa propre maison pour qu'elle soit attrayante et influence les autres. **Le Nation building doit précéder le Nation branding.**
4. Il faut que nos gouvernants cessent de considérer le sport, la culture, l'art, etc. comme la 5e roue de la charrette; car ils fédèrent et doivent être gérés comme de puissants outils de développement, d'intégration, etc. Les pays africains n'ont jamais autant vibré à l'unisson que quand leurs équipes nationales ou leurs nationaux sont en compétition internationale. **Le sport est vecteur d'unité nationale.** « Malheureusement, le ministère des sports est souvent le lot de consolation d'opposants politiques turbulents. »
5. Le sport est un puissant facteur de lucidité sur soi et de dépassement de soi-même. Il permet de se regarder d'abord intégralement soi-même avant de se préoccuper de savoir comment les autres nous regardent. En permettant à la fois une lucidité intégrale sur soi-même, ses forces et faiblesses, et un dépassement de soi, le sport cultive la discipline, la culture de l'effort et de la performance, le goût de la victoire ou de la réussite, et par ce biais suscite de l'intérêt et de l'influence.

6. Le sport est aussi un puissant moyen de transformation, de résilience, il stimule l'entrepreneuriat, la détermination, etc. Toutes ces qualités dont on a besoin pour développer notre continent. Le sport stimule en outre le savoir-faire et le savoir-être, permet le partage et la transmission des valeurs transversales. En plus il détourne les jeunes de bien de travers et de l'immigration précoce et illégale.

7. Il faut par conséquent relever le défi de la promotion de la culture et du sport dès le plus jeune âge, dans les écoles, les quartiers, en les dotant d'institutions et d'infrastructures de base nécessaires. Les défis corrélatifs à relever ici sont par conséquent les moyens financiers à consacrer à l'éducation culturelle et sportive, puis la patience et le suivi.

8. Le sport et la culture sont d'un apport national et international certain. Ils permettent aux pays d'être plus facilement identifiés à l'international à travers leurs acteurs et sportifs. Les 1ers ambassadeurs d'un pays sont bien souvent d'abord les artistes et les sportifs, avant les politiques. On peut notamment citer Roger Milla et Eto'o pour le Cameroun, Salif Keita pour le Mali, Cesaria Evora pour le Cap Vert, Mohamed Sala pour l'Egypte, Didier Drogba ou encore le groupe Magic System pour la Côte d'Ivoire, le groupe Zaiko Langa Langa ou encore Koffi Olomidé et le regretté papa Wemba pour la RDC, etc. Le sport et la culture ont par conséquent cette capacité non seulement à faire connaître nos pays, à les rendre attractifs et influents, mais aussi à faire changer le regard sur l'Afrique et celui de l'Afrique sur elle-même.

9. Les dirigeants africains doivent développer des politiques culturelles et sportives fortes, et investir ainsi davantage dans la diplomatie de la culture et du sport en promouvant suffisamment ces deux piliers du Soft Power. C'est ce que fait notamment la Chine qui ces 5 dernières années a par exemple construit au moins 75 stades en Afrique : c'est la diplomatie chinoise des stades, et plus largement des infrastructures.

10. La chanson (tout comme l'art) sont aussi des moyens à travers lesquels on peut faire de la politique, transmettre des messages, changer les regards, etc. Les chansons les mieux connues ont plus d'influence que les discours et meetings politiques. Personne ne peut en effet empêcher qu'un Tube arrive au village sur les smartphones, ou qu'une œuvre d'art circule à travers les réseaux sociaux.

11. Il faut donc casser les stéréotypes : un sportif ou un artiste n'est pas forcément un raté ou quelqu'un qui n'a pas les capacités de faire des études universitaires.

12. Il faut ensuite aller vers la professionnalisation du sport et des métiers liés au sport. Voir à ce propos, entre autres, l'exemple de Salif Traoré du groupe Magic System, qui a fait un Master et dirige une entreprise qui permet de récolter automatiquement les droits d'auteur. Il s'est donc spécialisé dans les techniques de recouvrement des droits d'auteurs et en a fait un business.

13. Il faut donc développer une conception du sport comme un bien économique et écosystémique à promouvoir. Le Nigeria doit en partie son rang de première puissance en Afrique à son investissement dans la culture et la créativité, le développement de l'industrie culturelle et de la créativité cinématographique, dont Nollywood est le principal phare, avec la production de films en langues locales.

14. Il faut donc concilier le sport de haut niveau, la culture et le business. Il faut lancer des appels à projet dans ces secteurs, les subventionner de manière appropriée, développer des politiques d'attractivité des investisseurs, privés et publics, des partenariats publics-privés dans ces domaines. Aujourd'hui, la culture et le sport c'est 5% de contribution au PIB de l'Afrique et 3% seulement dans le monde.

15. Le RAF est l'occasion de lancer un appel à tous les investisseurs pour qu'ils investissent dans la culture, qui est source de revenus que l'on ignore. Elle rapporte en effet plus de revenus que l'industrie automobile aux États-Unis. La musique est ainsi à la culture ce que le football est au sport.

16. Il faut relever le défi du déficit de données sur la culture en Afrique; car cela rend difficile l'attraction des investisseurs. La culture et le sport sont des leviers économiques très importants, il nous faut changer de mindset, d'état d'esprit à leur égard.

PANEL 6 : L'avenir de la démocratie en Afrique

Animé par Hamadou Tidiane Sy, le sixième panel a réuni **Luis Filipe Lopes Tavares**, Ancien Ministre des Affaires Etrangères de la **République du Cap-Vert**, **Mario Giro** Ancien ministre et Médiateur de la communauté **Sant'Egidio**, **Christophe Fomunyoh** Conseiller spécial du Président de L'Institut Démocratique National (USA), **Alioune Tine**, Fondateur du **Think Thank Afrikajom Center**, et **Marie Roger Biloa**, Fondatrice de **Africa International Media Group**. Les idées clés de leurs échanges sont reprises ci-après.

1. Le continent africain a toujours eu des formes de participation de la collectivité à la gestion des affaires de la communauté, comme l'a rappelé le roi des Bamouns. Les valeurs de l'Afrique sont des valeurs de démocratie par essence. La démocratie a droit de cité dans nos familles, nos villages, nos États. Elle existe chez nous depuis des siècles, les valeurs démocratiques ne sont pas importées comme on veut nous le faire croire. Les luttes d'indépendance, les conférences nationales sont là pour montrer que l'Africain est un démocrate de « naissance ».

Il y a des bons et mauvais exemples de démocratie en Afrique, il ne faut pas prendre les mauvais exemples pour la norme. Il n'y a pas une école pour devenir massivement démocrates. Ce sont des échanges et des transmissions d'expérience.

2. Il nous faut réfléchir et penser nos propres modèles de démocratie, les modalités de leur restauration ou de leur actualisation, puis celles de leur implémentation. On le dit mais il y a une atonie intellectuelle qui empêche cette modélisation endogène.

3. L'Afrique est à son corps défendant la fiancée du monde, tout le monde organise des sommets avec l'Afrique. Ils ont compris qu'on est le continent de l'avenir, des opportunités. Il faut que nos dirigeants le comprennent et associent davantage leurs populations à l'émancipation de leurs pays.

4. La démocratie en Afrique est en panne, aussi bien qu'ailleurs, mais pour des raisons différentes. Il faut réduire le gap entre les promesses et la gestion, imposer la reddition des comptes. Les hommes politiques ont une grande responsabilité dans notre situation actuelle: modification des constitutions, élections truquées, etc. et on s'étonne que ça ne marche pas.

5. Il faut respecter l'État de droit, et mettre le paquet sur la transparence (électorale en amont), puis le reste suivra, la population pourra elle-même résoudre ses problèmes, avec les dirigeants qu'elle aura choisis. Il faut développer et instituer une authentique et bonne observation électorale, mais pas le tourisme et le business du tourisme des observations électorales.

6. La démocratie est certes irréductible aux élections. Mais des élections transparentes en sont un pilier essentiel. Elle implique des institutions, des valeurs, des manières d'être et de faire, et notamment un savoir-faire coalitionnel. Elle est toujours perfectible.

7. Le principal problème de la démocratie en Afrique c'est la paix, les conflits à endiguer. Puis il y a l'unité sans laquelle nous ne pouvons rien faire.

8. Il faut insuffler une véritable culture citoyenne démocratique à nos populations et nos dirigeants. On ne peut pas avoir de démocratie sans démocrates.

9. Il est inexact de considérer qu'en Afrique il faut un chef qui a tous les pouvoirs pour que ça marche. L'histoire de l'Afrique précoloniale le montre à souhait, avec des frontières poreuses et des capitales mobiles. Quel modernité avant l'heure!

10. Il faut trouver les moyens de développer une conscience citoyenne panafricaine pour stimuler l'intégration et la démocratie. Le Raf est déjà la mise en œuvre de la démocratie et une piste pouvant y conduire. Il faut aussi passer du panafricanisme des slogans à celui des valeurs (nous avons des valeurs appréciables).

11. L'Afrique doit tracer ses propres voies démocratiques. Elle doit faire ou refaire son propre parcours, sans complexe. Le désordre du monde actuel est le bon moment pour que l'Afrique choisisse sa voix. Mao Tse Tung disait « il y a une grande confusion sous le ciel, la situation est excellente ». L'Afrique doit profiter de ce désordre pour défendre et promouvoir le multilatéralisme, à condition d'avoir un leadership et une vision.

PANEL 7 : Agribusiness et chaîne de valeurs



Pour le septième et dernier panel consacré à l'agribusiness et aux chaînes de valeurs y afférentes, le RAF a eu l'honneur d'accueillir **Albert Zeufack**, Directeur Régional de **Banque Mondiale** (Angola - Burundi - RD Congo - Sao Tomé), **Massandjé Touré-Litse**, Commissaire aux Affaires Economiques et Agricoles de la **CEDEAO**, **Stéphane Ouedraogo**, Associé Gérant **Stallion Cap Africa**, **Hamet Aguemon**, Fondateur et PDG de **Finco**, et Bridget Uzezi Ugwe comme Modératrice. Les principales idées qui en ressortent sont reprises ci-après de manière synthétique.

1. Au regard de ses perspectives démographiques, 3 milliards d'habitants en 2050 et 4 milliards en 2100, l'Afrique va au-devant de sérieux défis, dont le premier est d'ordre alimentaire. C'est à travers le développement de l'agribusiness qu'elle pourra éviter l'insécurité voire les drames alimentaires liés à sa démographie galopante.
2. L'agriculture est le 1er pourvoyeur d'emplois en Afrique. Mais il y a un problème de manque de formation des agriculteurs aux nouvelles techniques et technologies. Il est impératif de sensibiliser et former nos populations, sinon on ne créera jamais un marché. Il nous faut commencer par transformer et consommer nos propres produits.
3. Ensuite il faut protéger nos marchés, sinon on ne s'en sortira pas, on continuera d'importer du moins cher et pas nécessairement sain.
4. Le challenge de l'agribusiness est l'accès aux financements. L'État doit avoir une place centrale dans le financement de l'essor de l'agribusiness. Il s'agit de donner des garanties, ou de promouvoir des fonds de garantie ainsi que des systèmes d'assurance fiables et adaptées à nos réalités pour faciliter la captation des financements, sinon l'essor de l'agribusiness sera très difficile.
5. Mais l'État ne peut cependant pas tout faire, ni le faire toujours généreusement. C'est donc un type d'État qu'il faut, en l'occurrence un État investisseur, qui s'allie avec des partenaires privés et reçoit des dividendes de ses investissements, comme on le voit dans d'autres contextes. Il y a aussi la question de la bonne gestion des subventions étatiques. Certains pays dépensent jusqu'à 300 milliards de F.Cfa pour importer du riz alors que nous avons des terres arables.
6. **L'État doit promouvoir la coopération renversée (reverse corporate) sur le plan agricole, tant au plan interne qu'international.** Promouvoir l'initiative des acteurs locaux et les accompagner; Stimuler l'intérêt des partenaires extérieurs et nouer des accords appropriés, gagnant - gagnant.

7. Nos États doivent stimuler l'intégration des filières pour mutualiser les risques et permettre que l'agriculteur puisse emprunter à des taux plus intéressants, assurer la traçabilité sur ses produits et récupérer rapidement ses fonds.

8. **L'industrialisation doit être massivement soutenue pour faciliter l'exportation des produits transformés et non plus bruts, et augmenter ainsi la chaîne de valeurs de nos produits.** Le cacao brut par exemple, c'est 8% de valeur du chocolat; en le transformant en chocolat on en tire 70% (Chaîne de valeurs du Chocolat: Agriculteur (24 %) premier transformateur (23 %) chocolatier 5% de financement de son activité).

9. Il faut avoir des données, et des données fiables sur le potentiel agricole de nos pays, pour attirer les investisseurs.

10. **L'État doit mettre en place un cadre incitatif pour favoriser l'essor des PME agricoles.**

11. **Les États africains doivent investir massivement dans la recherche et développement en agriculture, notamment pour les intrants et de meilleures semences.** C'est toute la question des compétences requises pour augmenter la productivité agricole à la hauteur de nos besoins alimentaires, ingénieurs, hydraulistes, etc.

12. Il faudrait également des Investissements climato-intelligents, dans l'irrigation ainsi que dans des technologies qui permettent d'anticiper les conséquences des changements climatiques.

13. **Il est primordial de développer les infrastructures afin de faciliter la connectivité de nos pays et régions, ainsi que l'agrégation et la conservation avant transformation et/ou exportation.** 30% de la production africaine périt faute de connectivité, alors qu'en ville on importe des produits agricoles. Il faut construire des routes de desserte agricole vers les marchés, développer la connectivité digitale et physique.

14. **La révolution agricole sera technique – technologique ou ne le sera pas.** L'agriculture traditionnelle actuelle appauvrit. En Afrique, la pauvreté recule plus dans les villes que dans les villages. Semences performantes, plantations gérées et surveillées depuis des bureaux, arrosage et quantité d'eau à injecter déterminés par des algorithmes et effectués par des drones, etc. Tout a tendance à devenir technologique dans l'agriculture moderne. **L'Afrique doit prendre le train de cette révolution, sous peine de s'appauvrir davantage et de ne pas résister aux conséquences de sa poussée démographique.**

Conclusion

Telles sont résumées les idées clés qui ont jailli de cette dixième édition, et qui ont vocation à inspirer les travaux du RAF et la marche du continent pour les années à venir.

Cette dixième édition était également l'occasion pour le RAF, comme l'a exprimé son fondateur **Thierry Hot** aussi bien dans son mot introductif qu'à la clôture, de remercier profondément toutes celles et ceux qui ont cru au RAF dès les débuts et l'ont soutenu au fil des années. Sans ces soutiens, ces mains, petites et grandes, cette belle et fructueuse aventure n'aurait jamais pu connaître le succès qui est le sien aujourd'hui.

Avec cette dixième édition en effet, le RAF est désormais passé du rang d'évènement à celui d'Institution.

Rendez-vous est donc pris pour la 11^È édition qui se tiendra du **9 au 12 octobre 2025 à Bruxelles**, autour du thème :

Les enjeux de l'Intelligence Artificielle pour l'Afrique.

REBRANDING
AFRICA FORUM
Make Africa Great

RAPP 2024

#RAF2024

#MakeAfricaGreat



Rebranding Africa Forum



Rebranding Africa



@rebrandingafrica



Rebranding Africa



@rebrandingAF